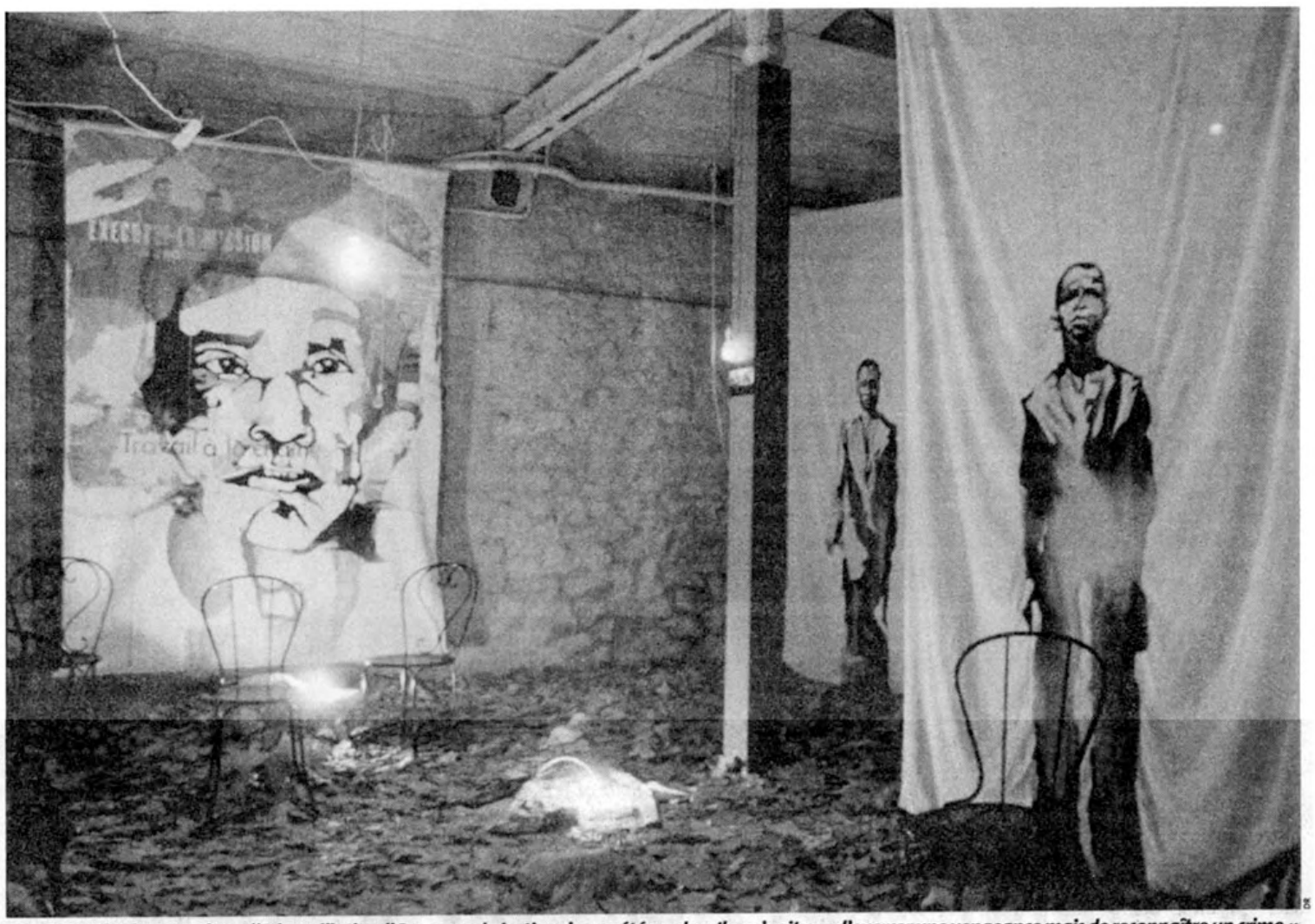
Exposition Avec son installation visuelle et sonore « Je vous écris du jardin de la mémoire », Bruce Clarke remet en mémoire le génocide rwandais.

Une pierre en ce jardin

Rencontre in situ avec Bruce Clarke, plasticien né à Londres, installé en France et dont la démarche artistique traite de l'histoire contemporaine pour en interroger la transmission et les représentations.



« Au Rwanda, le mot tabou : "Réconciliation." Parce que la justice n'a pas été rendue. Il ne s'agit pas d'exercer une vengeance mais de reconnaître un crime. »

L'espace 1789, à deux pas de la mairie de Saint-Ouen, est un lieu d'art et de spectacles vivants. En ce moment, le sol en est sur deux étages parsemé de gravier. Du plafond descendent de grands draps blancs qui portent en impression des silhouettes en marche. Femmes et hommes dont les contours parfois s'effacent, troublant le sens. Une certaine précision des traits bat en brèche leur anonymat. Ils figurent aux murs en portraits peints que des fragments de journaux effrangent, comme si le texte à l'encre, plutôt qu'agrégé à la toile, surgissait de sa réserve. Des ampoules nues se balancent devant leurs yeux qu'elles animent en clignotant d'une lumière pauvre. Parfois, tout bascule dans la pénombre, qui soudain se déchire de rouge, celui de l'alerte, celui qui à l'entrée des studios impose silence. On entend des voix, des bribes dont le fil échappe, tandis que le pied trébuche sur un caillou, une chaussure, un pull, objets à l'écho minuscule et qui tout à coup déroutent. Leur solitude serre le cœur si fort qu'elle fait pièce à toute tentation d'aveuglement. Sur la mezzanine, on rencontre d'autres portraits, des visages que cernent des cadres de deuil. Et toujours ces ampoules jaunes qui gîtent comme des potences dans le vent de la mémoire, flammèches à éclipses du souvenir. Entre deux draps noués, funèbres cette fois, des vêtements racornis comme des peaux pendent sur des étendages. Une projection de photos alterne images de vivants et ossuaires. Un fossé nous en sépare physiquement. Pas assez loin pour empêcher la fascination de l'horreur. Trop près pour ne pas lire dans ces regards à hauteur des nôtres ce que l'envoyé spécial de *l'Humanité*, Jean Chatain, décrivait alors « un au-delà de l'horreur » qui, à tout questionnement, répond par le vertige. Alors, c'était en avril 1994, le génocide rwandais. Un million de morts. Six millions d'âmes errantes.

Sur l'une de vos toiles, en bas d'un visage, apparaît un fragment de phrase prélevé dans un journal : « La satisfaction de cet oubli partout exhibé. » Du silence qui pèse sur le crime à sa visibilité, comment avez-vous orienté votre travail plastique ?

Bruce Clarke. En relisant la plupart des journaux de l'époque datés d'avril, mai et juin 1994, on mesure le degré de mensonge et de mystification qui entoure le génocide rwandais, cette pseudo-« guerre ethnique », cette « violence incompréhensible » qui étaient en fait parfaitement programmés. Peut-être l'idée de mon projet artistique part-elle de cette question : « Comment informer ? » Mon travail s'ancre dans le postulat de la nécessité du travail de mémoire pour empêcher la répétition. C'est banal de le dire mais, par ailleurs, la mémoire est floue, vague, imprécise. Elle est essentielle au présent, mais doit trouver sa juste place pour ne pas détruire l'individu ou s'enflammer au risque de perpétuer des cycles de violence.

Le titre de cette installation « Je vous écris du jardin de la mémoire » fait référence à une précédente qui s'est tenue sur le site de MC2A (Migration culturelles 2 Afrique) à Bordeaux. L'une et l'autre évoquent la sculpture mémorielle que je réalise à Kigali avec le soutien de l'UNESCO et des associations rwandaise et qui s'intitule : Le *Jardin de la mémoire*.

Je suis peintre, plasticien et il est pour moi exceptionnel de produire une installation, mais m'en tenir à une série de tableaux m'est apparu dérisoire. Peut-être qu'en cherchant plus avant dans la voie de la peinture, une proposition aurait fini par émerger mais j'avais envie d'aborder les choses différemment, avec d'autres matériaux. Par exemple les cinq heures de cette émission de France-Culture où Madeleine Mukamabano et Mehdi El Hadj ont donné la parole aux témoins, aux victimes, aux journalistes, aux génocidaires. On l'entend en boucle, par bribes. De la même façon, les phrases écrites sont tronquées, incomplètes. Cela suscite des interrogations, pas des explications. Je voulais que le spectateur ne soit pas passif, absorbé dans la consommation d'images. La peinture ne fait que les suggérer, d'autant qu'on est dans l'obscurité la plupart du temps. Le travail de lumière accompli avec Éric Blosse permet aux images de se trouver en résonance et non en illustration des voix. Je ne savais pas au départ ce que j'allais faire. J'avais également des interrogations à propos des photos. Sans elles, les images dériveraient vers l'abstraction, dans un éloignement à la fois géographique et intellectuel. En même temps se pose la question du voyeurisme. J'ai ménagé une sorte de lucarne qui l'insinue. À Bordeaux, les spectateurs devaient briser une sorte d'écran pour pénétrer le monde irréel de l'art plastique.

Justement, comment ancrer l'art plastique dans une réalité qui, selon certains, « dépasserait l'entendement » ?

Bruce Clarke. Je réfute cette expression. Le génocide rwandais peut être décrypté. Il faut s'interroger sur les médias, les intellectuels et les pouvoirs en place. On environne le génocide de mensonges jusqu'à faire appel à des historiens du XIXe siècle traitant de « l'ethnicisme ». Cela en dit long également sur le regard que porte l'Occident sur l'Afrique, sur beaucoup de ces pays, petits, lointains, dans lesquels vivent des gens d'une autre couleur et d'une autre culture, comme si un génocide n'avait pas chez eux la même importance qu'ailleurs. Pour moi, cela soulève nombre d'interrogations qui s'inscrivent en autant de réponses plastiques dans la continuité des travaux que je poursuis au Rwanda et en Afrique du Sud depuis 1990. Je me demande comment utiliser l'art plastique pour créer des ponts avec le monde contemporain. Cette implication de l'art, cruciale à mes yeux, ne relève pas de la propagande. Je n'oublie jamais que j'agis dans le champ de l'art et selon les critères « classiques » de l'art contemporain.

À Kigali, par exemple, ma proposition pour le mémorial consiste en un « jardin » d'un million de pierres disposées sur un kilomètre carré. Chacune est déposée par un rescapé, une famille de victimes ou plus généralement au nom de quelqu'un. Les premières ont pris place en juin 2000. Chaque pierre est gravée pour faire trace, cette trace qui, selon les psychanalystes, permet d'ouvrir le deuil. Il s'agit d'abord d'un acte individuel multiplié par un million, évidemment selon un schéma artistique. L'œuvre, qui s'adresse en priorité aux Rwandais et à leur souffrance, est réduite là-bas à sa substance, la pierre.

Comment les Rwandais reçoivent-ils votre dispositif ?

Bruce Clarke. Il rencontre une grande adhésion. Le démarrage officiel de l'édification du jardin par les citoyens rwandais est prévu pour le 7 avril 2004, dixième anniversaire du génocide. Une association a été créée pour soutenir le projet, aider à son financement, sensibiliser toute la population. Tout le monde est confronté à cette question majeure : que fait-on après le génocide ? Il s'agit de reconstruire psychologiquement et matériellement. Les gens doivent s'atteler au travail alors que les blessures du silence ne peuvent se refermer. Si l'on ne fait pas œuvre de mémoire, tout se bloque. Les responsables du génocide ont, en un sens, réussi. Ils ont tué tout le monde. Des centaines de milliers de gens errent. Je pense notamment à de nombreuses femmes qui ont « survécu ». Plutôt que de les massacrer, les génocidaires ont préféré les assassiner par le viol, sa survivance qui s'incarne dans les enfants nés de ces viols et souvent la contamination par le VIH. Les rescapés se dénomment les « morts-vivants ». L'ensemble de la société rwandaise est comme imprégnée d'une sorte de folie qui sous-tend toute relation. Lorsque deux personnes se rencontrent, il leur est indispensable de savoir où était l'autre en avril 1994, sans que la question puisse être posée de manière directe. Rien n'est envisageable sans ce préalable.

En même temps que l'on assiste à des tentatives négationnistes, à des réécritures de l'histoire, les gens doivent cohabiter avec l'horreur de certains lieux de mémoire. Je pense aux morts exhumés trois ans après le génocide dans une école à Murambi et que leurs proches tentent d'identifier par leurs vêtements suspendus à des kilomètres de fil dans les salles de classe. C'était une petite école technique qui venait d'être construite avant les massacres. Le pouvoir de l'époque, feignant de se démarquer des milices, avait conseillé aux populations de s'y réfugier pour leur échapper. Vingt-sept mille personnes ont été tuées. Les cadavres enfouis dans les fosses communes creusées au bulldozer. Aujourd'hui, c'est devenu l'un des sites du génocide valorisés par l'actuel gouvernement qui compose dans tout le pays une sorte de musée éclaté. Il y a peu d'écoles, et par ailleurs les gens doivent cohabiter avec cette horreur. Je ne critique pas. Au Rwanda, un débat très vif porte sur ces contradictions. Il existe pourtant un mot tabou : « réconciliation ». Parce que la justice n'a pas été rendue. Il ne s'agit pas d'exercer une vengeance mais de reconnaître un crime. Ici, je montre à la fois les photos prises dans ces salles de classe et, en écho, des vêtements dont on ne connaît pas plus la provenance que la nature de l'état dans lequel ils sont. J'exhume une mémoire et ce qui l'enterre. On ne sort pas forcément de là en en sachant plus. On peut chercher à savoir. Il est vrai que s'informer fatigue. Rien n'est donné.

Propos recueillis par Dominique Widemann